

Unité départementale de la Marne
Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00
Parc technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51 100 REIMS

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SB CERAMIC

12 AV DE LA REPUBLIQUE
51300 Vitry-le-François

Références : D1 i 2023-514
Code AIOT : 0005701785

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2023 dans l'établissement SB CERAMIC implanté 12 AV DE LA REPUBLIQUE 51300 Vitry-le-François. L'inspection a été annoncée le 27/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite aux 2 précédentes visites des 3 novembre 2015 et 25 août 2016 dans le cadre de la cessation des activités de l'entreprise SB CERAMIC liquidée judiciairement par décision du tribunal de commerce de Châlons-en-Champagne en date du 2 juillet 2015. La cessation à ce jour n'a toujours pas été achevée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SB CERAMIC
- 12 AV DE LA REPUBLIQUE 51300 Vitry-le-François
- Code AIOT : 0005701785
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SB CERAMIC à Vitry-le-François, anciennement LECICO France, a cessé son activité en juillet 2015 à l'issue de procédure de redressement puis de liquidation judiciaire. Maître Deltour puis

Maître Riquelme ont été désignés mandataires de liquidation.

L'usine comprend 4 unités de production réparties de part et d'autre du Canal entre Champagne et Bourgogne dont la plus vieille unité date de la fin du 19ème siècle. L'établissement était autorisé par arrêté préfectoral du 30 décembre 2009.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- cessation d'activité : mise en sécurité et remise en état

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 24/11/2016, article R. 512-39-1	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en sécurité de l'établissement ainsi que l'éventuelle remise en état du site n'ont toujours pas été réalisées. L'inspection propose donc à monsieur le préfet de la Marne, de mettre en demeure le mandataire judiciaire de remédier à cette situation sous un délai de 6 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2016, article R. 512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Mise en sécurité du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.- En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>

Constats :

La visite d'inspection s'est focalisée sur le site historique de l'entreprise, savoir l'ancien atelier U1.

Au jour de la visite, la collectivité a revendu une partie de l'ancien site de production (atelier U1) à l'ambassade chrétienne pentecôtiste. Cette entité, dispose d'un portail fermé à l'entrée de l'ancien site industriel. Elle occupe désormais les parcelles cadastrales AR 116, 154, 155 et 157 et a détruit les anciens bâtiments présents sur les parcelles AR 154, 155 et 157 en laissant une grande partie des déchets de démolition sur place. Aucune délimitation physique, de type clôture, ne sépare cette entité du reste de l'ancien site industriel. Si bien que le public reçu dans le cadre des activités menées par cette entité, peut avoir accès à l'ancien site industriel avec les risques que cela engendre.

De plus, il avait été identifié dans le rapport de février 2013 de la société en charge du diagnostic de pollution des sols, une zone polluée : Z3, fosse à goudrons potentielle issue de l'ancienne usine à gaz, correspondant au Sud-Ouest de la parcelle 154. Il était d'ailleurs recommandé dans le rapport d'extraire le goudron de la fosse dans cette zone avec élimination des déchets dangereux générés dans les filières dûment autorisées.

Au regard de la réglementation des installations classées, la pollution liée à l'ancienne fosse de goudrons :

- ne peut d'une part pas être imputée à la société LECICO qui a repris l'activité de l'établissement en 2004, l'usine à gaz ayant été démantelée dans les années 1960,
- d'autre part, compte tenu de la nature des éléments trouvés dans cette fosse (goudron pur et mélange de goudron et de sables grossiers), doit être gérée comme un déchet et non comme des sols pollués.

Elle relève donc de la responsabilité du propriétaire, sauf à ce que l'exploitant responsable soit clairement identifié et que sa responsabilité puisse être indiscutablement établie.

L'inspection n'a, à ce jour, aucune information sur le traitement de cette pollution ciblée.

La zone historique du site restante ayant trait à l'atelier U1 est propriété de la CCI Marne-en-Champagne sur la parcelle cadastrale AR 149. Cette zone a fait l'objet d'investigation de pollution de sol en 2003 et 2013 et nécessitait davantage d'investigation et une étude historique plus poussée selon les dernières visites de l'inspection en 2015 et 2016, étude et investigation qui n'ont jamais été réalisées depuis. Suite à ces investigations des spots de pollution ont été identifiés.

Toutefois, en considérant les teneurs en polluants, les usages des locaux et l'absence d'impact sur la nappe, une intervention immédiate pour dépolluer ces zones n'était pas considérée comme nécessaire. Les études réalisées ne permettaient pas de considérer que les zones de pollution doivent faire l'objet d'une dépollution immédiate, sauf pour le cas de la fosse à goudron qui révélait des quantités importantes d'éléments très polluants pouvant, à terme, avoir un impact sur la nappe souterraine.

Il n'y a par ailleurs, à ce jour, aucun dispositif de surveillance des effets de l'installation dans son environnement, notamment la surveillance de la nappe souterraine.

Les locaux ont été vidés du matériel de production, à l'exception des lignes de fours non déplaçables. Il reste cependant une grande quantité de déchets issus des activités passées de l'établissement (émaux, palettes, moules, produits non cuits, produits non réutilisables etc) que ce soit du sous-sol jusque dans les étages, et ce, dans tous les bâtiments encore présents sur le site.

Au vu de ce qui précède, l'inspection propose donc à monsieur le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant (mandataire judiciaire) ses obligations réglementaires à travers un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, joint à ce rapport. L'exploitant devra sous 6 mois respecter les prescriptions réglementaires de l'article R.512-39-1 en vigueur lors de la notification de la cessation d'activité.

Observations :

Concernant le reste de l'ancien site industriel, qui devait faire partie intégrante de l'étude complémentaire demandée dans le rapport de la visite d'inspection du 3 novembre 2015 et qui n'a jamais été réalisée :

- les bâtiments ayant abrité l'extension des activités de l'entreprise (lignes de production puis uniquement du stockage de produits finis), à savoir les unités U2, U3 et U4 ont été revendus et les bâtiments sont désormais exploités par une nouvelle ICPE sur les parcelles cadastrales AS 16, 155, 157, 158, 159, 164, 165, 167, 187, 189, 197, 221, 222, 224, 226. L'inspection ne dispose à ce jour d'aucun élément concernant la recherche d'une éventuelle pollution de sol à ces endroits ;
- les magasins 1, 2, 3, 4, 5 ayant servi au stockage des produits finis, sont désormais la propriété de la CCI Marne-en-Champagne sur les parcelles cadastrales AS 161, 163, 196. L'inspection ne dispose à ce jour d'aucun élément concernant la recherche d'une éventuelle pollution de sol à ces endroits.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois